



Pays-Bas

Le gouvernement face au mécontentement

- Malgré son rôle dans le redressement économique, la coalition au pouvoir recule dans les sondages.
- Des questions telles que les politiques de l'UE et l'environnement devraient influencer le vote des électeurs tout comme l'économie et le marché du travail.
- Le PVV, parti d'extrême droite, pourrait remporter le plus grand nombre de sièges lors de l'élection. Les autres formations n'étant pas disposées à travailler avec lui, la formation d'une nouvelle coalition s'annonce difficile.

Le 15 mars 2017, les électeurs néerlandais prendront le chemin des urnes pour élire les 150 membres de la Deuxième chambre du Parlement (ou Chambre basse). Le paysage politique est morcelé à tel point que dix groupes parlementaires au moins devraient être représentés à la prochaine assemblée. Le mode de scrutin étant proportionnel dans une circonscription unique, le nombre de sièges attribués à chaque parti est fonction du nombre de voix obtenues.

L'actuel gouvernement a été formé à partir d'une coalition entre le parti libéral (VVD), dirigé par le Premier ministre Mark Rutte, et le parti travailliste (PvdA), qui ont remporté, respectivement, 41 et 38 sièges, lors des élections législatives de 2012 (graphique 1). Les principales formations de l'opposition sont le parti de la liberté (PVV, 15 sièges), le parti socialiste d'extrême gauche (SP, 15 sièges), les chrétiens-démocrates (CDA, 13 sièges) et les sociaux-libéraux (D66, 12 sièges).

Les thèmes de la campagne électorale

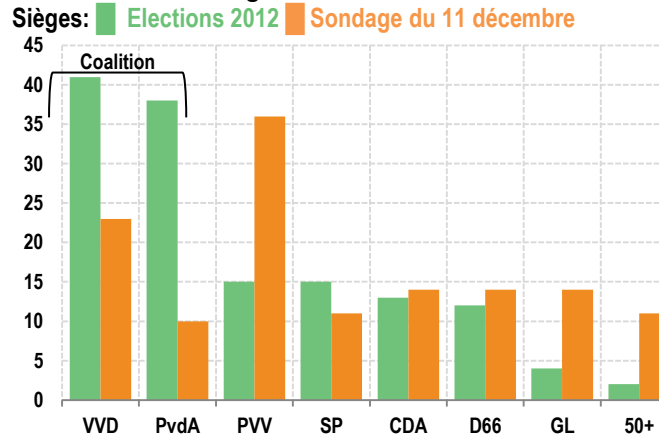
Europe

Il ne faut s'attendre à aucun changement concernant les politiques européennes. La plupart des partis souhaitent la stricte application de la clause de non-renflouement (« *no bail-out* » clause) et du Pacte de stabilité et de croissance à l'ensemble des pays de la zone euro. Le programme du VVD est le plus explicite sur ce point : il est seulement favorable à l'octroi d'une aide temporaire aux pays en difficulté pour peu que ces derniers acceptent d'engager des réformes structurelles. Pour les libéraux, les États membres qui ne veulent pas réformer doivent être contraints de sortir de l'euro. Le parti est aussi farouchement hostile à l'émission d'euro-obligations (*eurobonds*). La Gauche Verte (GL) est la seule formation à appeler à plus de solidarité entre les pays de la zone euro.

Environnement

L'environnement pourrait jouer un rôle crucial dans les négociations en vue de la formation d'une coalition, en particulier si le soutien de GL s'avère nécessaire. A l'exception du PVV, tous les partis soutiennent l'Accord de Paris sur le climat. Leurs programmes convergent aussi sur d'autres points, comme l'introduction d'une fiscalité verte, l'amélioration du système d'échanges de quotas d'émission de l'UE, la fermeture de toutes les centrales au charbon et l'accroissement des investissements dans les énergies

La coalition se dirige vers une défaite cuisante



Graphique 1

Sources : Kiesraad, Peil.nl

renouvelables et l'efficacité énergétique. Concernant l'énergie nucléaire, GL et le PvdA souhaitent la fermeture de la dernière centrale des Pays-Bas à Borssele. D66 considère pour sa part que l'énergie nucléaire ne peut pas être une solution à long terme, mais sans demander pour autant la fermeture immédiate du site. Seul le VVD serait favorable au maintien de l'option nucléaire, à condition que les règles de sécurité soient respectées.

Marché du travail et retraite

Les politiques relatives au marché du travail et à la retraite constitueront probablement la principale pierre d'achoppement de l'accord de coalition. Tous les partis sont préoccupés par la dichotomie du marché du travail néerlandais entre, d'une part, les salariés sous contrat à durée indéterminée (CDI) qui bénéficient d'une bonne protection sociale, et, de l'autre, les travailleurs sous contrat à durée déterminée (CDD) ; mais ils divergent sur les solutions à apporter. Le VVD, le CDA et D66 souhaiteraient un nouvel assouplissement de la législation sur la protection de l'emploi, l'une des plus strictes de l'OCDE. De plus, le VVD et D66 voudraient assouplir les règles pour les travailleurs indépendants (ZZP-ers). De leur côté, le PvdA, GL et le SP seraient favorables à une hausse des cotisations des employeurs à l'assurance chômage des travailleurs en CDI. Ces partis ainsi que le CDA voudraient encadrer l'accroissement du nombre des indépendants en exigeant une plus large protection les concernant.

Dans l'environnement actuel de taux bas, les engagements des régimes néerlandais de retraite professionnelle ont sensiblement augmenté, entraînant une baisse de leurs ratios de financement. En réponse, ces régimes ont augmenté les cotisations, suspendu l'indexation et, dans de nombreux cas, diminué les prestations. La réforme des retraites figure en tête des priorités. Le VVD et D66 seraient pour un système de pensions plus flexible et individualisé. Le PvdA, le SP et GL plaident en faveur d'un relèvement du taux d'actualisation des engagements, le taux actuel étant exceptionnellement bas.



Finances publiques

A l'exception du PVV, de GL et du SP, tous les partis souhaitent équilibrer le budget sur la durée du cycle et plébiscitent le cadre budgétaire actuel, aux termes duquel les partenaires de la coalition s'accordent sur un plafond de dépenses au début du mandat. En général, les principaux partis entendent simplifier le système fiscal, abaisser le taux d'imposition des revenus de l'épargne, augmenter les taxes environnementales et affecter le produit obtenu à l'allègement de la charge fiscale sur le travail.

Le VVD milite en faveur de la baisse de l'impôt sur les sociétés. Certains partis (D66, PvdA et GL) veulent plafonner les déductions fiscales des entreprises au titre des paiements d'intérêts pour une plus grande neutralité du régime fiscal par rapport à la structure financière de l'entreprise. Ces propositions pourraient bien avoir leur place dans un futur accord de coalition. En revanche, ce ne sera probablement pas le cas des propositions visant une harmonisation de l'impôt sur les sociétés au sein de l'Union européenne ou un plafonnement des allègements fiscaux relatifs aux intérêts hypothécaires.

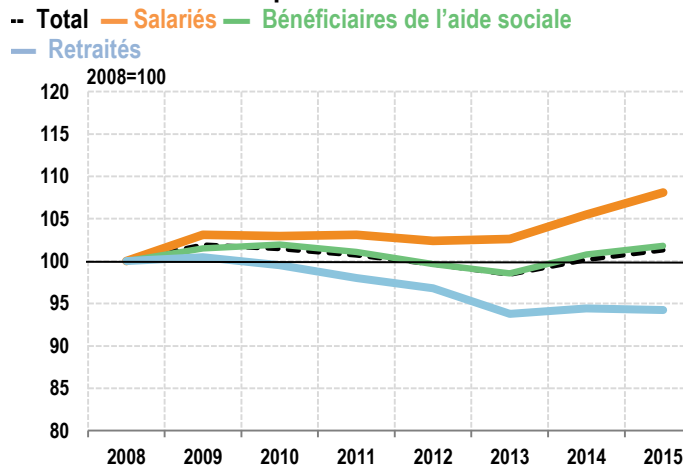
Formation d'un nouveau gouvernement de coalition : un exercice difficile

Les politiques adoptées par l'actuel gouvernement ont contribué au redressement économique. En novembre 2012, lors de l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Mark Rutte, l'économie néerlandaise était, suite à la crise financière, en grande difficulté. Au quatrième trimestre 2012, le PIB se situait à près de 3 % en dessous de son point culminant atteint en 2008. Le gouvernement a accéléré l'assainissement budgétaire et introduit des réformes structurelles du marché du travail, comme le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans, qui s'est traduit par une baisse des cotisations aux régimes de retraite professionnelle. D'après les dernières données trimestrielles, le PIB au T3 2016 était supérieur de 6,7% à son niveau du T4 2012 tandis que le chômage a reculé de 0,4 point de pourcentage.

La grogne monte néanmoins dans les rangs de l'électorat néerlandais, des pans entiers de la société ayant le sentiment d'avoir été lésés. Après le coup de ciseaux sur le montant des pensions versées, les retraités sont désormais dans une situation moins favorable en ce qui concerne leur pouvoir d'achat (graphique 2). Cette catégorie de la population a également subi de plein fouet la réduction des dépenses de santé. Les salariés sont, pour leur part, mieux lotis du fait de la baisse des cotisations de retraite. Mais ils ont dû accepter en échange le report de l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans. De plus, la précarité de l'emploi a augmenté, en particulier chez les plus âgés. Malgré l'amélioration générale des conditions du marché du travail, le chômage des seniors est resté élevé (graphique 3). A en juger par les résultats des sondages, la coalition au pouvoir se dirige vers une défaite cuisante lors des législatives de mars 2017. Comme le faisait remarquer à juste titre Jean-Claude Juncker, ancien Premier ministre luxembourgeois, « nous savons tous ce qu'il faut faire, mais ce que nous ne savons pas c'est comment nous faire réélire après ».

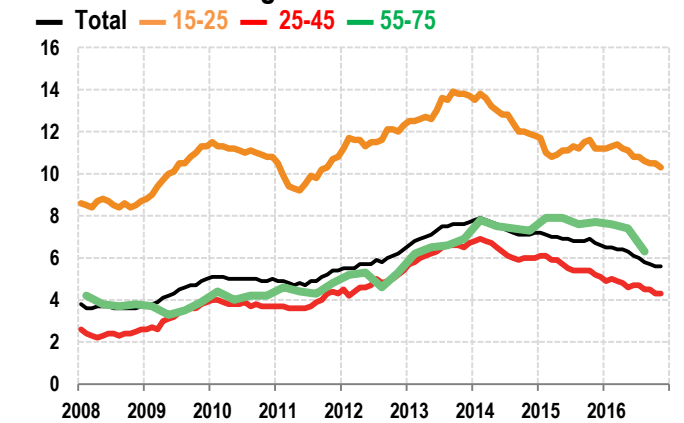
Le PVV, qui capitalise sur les peurs suscitées par l'afflux de réfugiés, l'insécurité et le coût de l'aide financière aux pays du sud de l'Europe, fait actuellement la course en tête dans les sondages, qui le créditent

Pouvoir d'achat depuis la crise



Graphique 2 Source : Institut de statistique néerlandais

Le taux de chômage des seniors reste élevé



Graphique 3 Source : Institut de statistique néerlandais

de plus de 30 sièges. De l'autre côté de l'échiquier, la Gauche Verte, qui a fait un retour en force depuis les dernières élections, pourrait rafler 15 sièges (contre quatre auparavant) grâce à la popularité de son jeune leader, Jesse Klaver. Cette formation séduit en effet de plus en plus les déçus du parti travailliste (PvdA), qui ne partagent pas les positions anti-UE du SP. Avec la montée des préoccupations liées aux revenus des personnes âgées et aux coupes dans le secteur de la santé, 50Plus, un parti qui milite pour les personnes âgées, progresse également et pourrait décrocher jusqu'à 10 sièges (contre deux auparavant).

La formation d'un nouveau gouvernement de coalition ne sera pas chose aisée. Les partis ne souhaitent pas, pour la plupart, coopérer avec le PVV en raison de ses positions radicales sur certaines questions, comme l'islam et l'immigration. Une coalition de centre-droit autour du VVD, du CDA et de D66 réunirait à peine plus de 50 sièges. Cela pourrait suffire néanmoins avec le soutien tacite des écologistes (GL) et de certains partis qui ne défendent qu'une cause comme 50Plus. Quel que soit le résultat final, une chose est sûre : les négociations pour former un nouveau gouvernement sont parties pour durer.